



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
LIMITEE

E/1995/L.58
27 juillet 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Session de fond de 1995
Genève, 26 juin - 28 juillet 1995
Point 3 a) de l'ordre du jour

COORDINATION DU SUIVI ET APPLICATION DES RESULTATS DES GRANDES CONFERENCES
INTERNATIONALES ORGANISEES PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DOMAINES CONNEXES

Projet de conclusions adoptées d'un commun accord
soumis par le Vice-Président du Conseil,
M. Alexandru Niculescu (Roumanie)

Le Conseil économique et social a débattu de la coordination du suivi et de l'application des résultats des grandes conférences internationales dans les domaines économique et social et les domaines connexes les 28 et 29 juin, dans le cadre du débat consacré aux questions de coordination. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la question (E/1995/86). En outre, une réunion-débat à laquelle ont pris part les hauts fonctionnaires responsables de la préparation et du suivi d'un certain nombre de conférences (l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Administrateur chargé de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Secrétaire général adjoint à la coordination des politiques et au développement durable) a été organisée le 30 juin.

Le .. juillet 1995, les membres du Conseil économique et social ont adopté d'un commun accord les conclusions ci-après :

1. Le Conseil économique et social prend note du rapport du Secrétaire général sur la coordination du suivi des grandes conférences internationales dans les domaines économique et social et les domaines connexes (E/1995/86) et des suggestions qui y sont formulées pour aider à définir une approche coordonnée du suivi de ces conférences.

GE.95-63275 (F)

2. Le Conseil économique et social insiste sur le fait que chaque conférence a une unité thématique qui lui est propre et estime que la coordination du suivi suppose que l'on considère que les grandes conférences sont liées entre elles et qu'elles contribuent à l'instauration d'un cadre intégré et d'un partenariat mondial pour le développement.

3. La mise en oeuvre des déclarations et programmes d'action adoptés par les conférences internationales incombe au premier chef aux gouvernements. Le système des Nations Unies a un rôle important à jouer pour contribuer et aider à l'application des résultats de ces conférences, faciliter cette application et faire le point des progrès accomplis à cet égard, à tous les niveaux, et pour en promouvoir plus avant les buts et objectifs.

I. NIVEAU INTERGOUVERNEMENTAL

A. Rôle de l'Assemblée générale

4. L'Assemblée générale, en tant que principal mécanisme intergouvernemental d'élaboration et d'évaluation des politiques dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, est chargée, globalement, de veiller à l'application des résultats des conférences, de faciliter cette application et de faire le point des progrès accomplis. Le Conseil économique et social doit l'aider dans cette tâche en lui adressant des recommandations concernant les politiques à appliquer en vue d'assurer un suivi efficace, productif et coordonné des grandes conférences internationales.

5. Le Conseil recommande que l'Assemblée générale étudie aussi, dans le cadre du débat sur un agenda pour le développement, la possibilité de regrouper les thèmes communs aux grandes conférences internationales en vue de promouvoir une plus grande cohérence et de formuler des orientations générales harmonisées et intégrées. A cet effet, l'Assemblée générale pourrait envisager de renforcer la cohérence de ses commissions pour faire en sorte que le système soit en mesure de suivre effectivement l'approche intégrée prévue aux fins de l'application des résultats des conférences des Nations Unies. Cela devrait également se traduire par une plus grande complémentarité et une plus grande cohérence des processus de suivi des conférences par le Conseil et par l'Assemblée générale.

B. Renforcement du rôle du Conseil économique et social

6. Le Conseil économique et social doit promouvoir un suivi coordonné et intégré des grandes conférences internationales dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes et l'application de leurs résultats.

Chaque année, dans le cadre du débat consacré aux questions de coordination, le Conseil doit examiner les thèmes intersectoriels communs aux grandes conférences internationales et/ou contribuer à un examen d'ensemble de l'exécution du programme d'action d'une conférence des Nations Unies. Le thème lié au suivi des conférences, à examiner au cours du débat consacré aux questions de coordination, doit être choisi à la session de fond précédente du Conseil pour permettre aux commissions techniques, aux autres organes intergouvernementaux compétents et au Secrétariat d'effectuer les travaux préparatoires voulus. Le Secrétaire général est invité à soumettre des propositions concernant les thèmes communs que le Conseil pourrait décider de retenir, en tenant compte des suggestions formulées au paragraphe 57 de son rapport (E/1995/86) et des travaux des organes subsidiaires compétents et après avoir consulté les Etats Membres, les organismes des Nations Unies concernés et les institutions spécialisées.

7. A partir des rapports des commissions techniques et des autres organes intergouvernementaux, le Secrétariat doit établir un rapport de synthèse unique, exposant les activités menées par le système des Nations Unies pour atteindre les buts et objectifs correspondant au thème choisi et recensant les questions relatives à la coordination et aux politiques, à tous les niveaux, sur lesquelles le Conseil et l'Assemblée générale doivent se pencher. Ce rapport doit contenir une analyse des progrès accomplis et des problèmes rencontrés ainsi que des recommandations précises.

8. La participation active, grâce à la présentation de rapports et à un dialogue, des fonds et programmes, des commissions régionales et des institutions spécialisées compétentes, y compris des institutions de Bretton Woods, ainsi que de l'Organisation mondiale du commerce, s'il y a lieu, à l'examen par le Conseil du thème choisi pourrait être très profitable. Le Conseil devrait nouer un dialogue plus ciblé avec ces instances.

9. Le débat consacré aux activités opérationnelles qui vise à assurer la coordination globale des activités du système des Nations Unies pour le développement et à formuler des orientations générales à cet égard peut remplir une nouvelle fonction, en plus de celles énumérées dans la résolution 48/162 de l'Assemblée générale, consistant à examiner les thèmes liés au suivi des grandes conférences internationales.

10. Les rapports des commissions techniques examinés par le Conseil au cours du débat général devraient mettre en évidence les questions qui doivent retenir l'attention du Conseil et/ou qui appellent une action coordonnée.

11. Le Conseil insiste sur la nécessité de continuer à revoir son programme de travail et ses méthodes de travail afin de mieux s'acquitter de ses responsabilités en matière de coordination, d'orientation et de suivi des conférences.

12. Dans le contexte de la coordination du suivi des grandes conférences internationales, il est nécessaire d'améliorer la façon dont sont organisés les débats correspondants.

13. Dans le cadre du suivi des conférences des Nations Unies, le Conseil économique et social doit veiller à l'harmonisation et à la coordination des ordres du jour et des programmes de travail des commissions techniques en s'employant à promouvoir une répartition plus nette des tâches entre ces organes et en leur donnant des directives plus précises. A cet effet, il faudrait assurer une meilleure préparation des réunions du Conseil. Le Conseil pourrait organiser périodiquement des réunions portant sur des questions précises afin de permettre l'établissement d'un dialogue plus soutenu avec les présidents et les secrétariats, selon le cas, des commissions techniques, des autres organes subsidiaires et des organes connexes ainsi que des conseils d'administration concernés. Si un processus de suivi efficace et coordonné montre qu'un regroupement des activités des organes subsidiaires est nécessaire, celui-ci pourra, éventuellement, être envisagé. Il faut faire en sorte de maintenir et de renforcer la qualité des produits de ces organes et leur efficacité.

14. Les commissions régionales doivent jouer un rôle important pour aider les pays de chaque région à appliquer les recommandations des conférences. Le Conseil et l'Assemblée générale doivent prendre des mesures appropriées pour faire en sorte que les commissions régionales puissent s'acquitter convenablement de cette tâche. Le Conseil doit renforcer la coordination avec les commissions régionales et entre elles, y compris en les associant plus activement à ses travaux de fond consacrés au suivi des conférences, comme il est indiqué plus haut au paragraphe 8.

15. Dans le contexte du suivi des conférences des Nations Unies, il faudrait renforcer l'interaction entre le Conseil et le Comité du programme et de la coordination. L'Assemblée générale devrait également envisager d'établir

un lien plus étroit entre les activités de fond, la programmation, la coordination et la budgétisation.

C. Rationalisation des travaux et renforcement du rôle des commissions techniques

16. Le Conseil note qu'actuellement il est de règle d'assigner à une commission technique ou à un organe intergouvernemental donné la responsabilité principale du suivi et de l'examen de l'application des résultats de chaque conférence. Inévitablement, il peut y avoir des chevauchements et il peut arriver, lorsque les thèmes et/ou les recommandations de différentes conférences sont étroitement liés, qu'une commission soit chargée de suivre tous les aspects d'un thème commun à plusieurs conférences ou que cette responsabilité soit partagée. Les commissions techniques devraient, dans les limites de leurs mandats respectifs, élaborer des programmes de travail pluriannuels pour assurer le suivi et examiner l'application des programmes d'action des conférences. Le Conseil, en collaboration avec ses commissions techniques, doit veiller à une meilleure répartition des tâches entre ces organes et faire en sorte que leurs programmes pluriannuels soient bien coordonnés; il doit également préciser selon quelles modalités les thèmes communs devraient être examinés par les commissions techniques. Il faudrait pour cela que chaque commission ou organe se concentre sur les questions essentielles relatives à la conférence dont il est chargé d'assurer le suivi et obtienne des contributions des autres organes compétents sur les questions connexes.

17. Il faudrait encore revoir, selon que de besoin, le mandat, la composition et les méthodes de travail des commissions techniques en fonction de l'ampleur des tâches qui leur sont assignées, et les modifier en conséquence, afin de permettre à ces organes de parvenir à une plus grande cohérence et de se renforcer mutuellement et de mieux aider le Conseil, grâce à une démarche plus énergique et pragmatique, à coordonner le suivi des conférences des Nations Unies et à faire le point des progrès accomplis dans l'application de leurs résultats.

II. COORDINATION INTERINSTITUTIONS A TOUS LES NIVEAUX

18. Le Conseil économique et social prend note des initiatives prises pour accroître l'efficacité et améliorer le fonctionnement du Comité administratif de coordination (CAC) et de ses organes subsidiaires. Des mesures devraient être adoptées pour renforcer encore le rôle du CAC et de ses comités permanents et assurer un échange d'information systématique et une répartition

rationnelle des tâches entre ces comités ainsi qu'entre la structure permanente du CAC et les mécanismes spéciaux mis sur pied dans le contexte du suivi des différentes conférences. Le Comité interorganisations sur le développement durable et l'Equipe spéciale interinstitutions chargée de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement sont des exemples dont on peut utilement s'inspirer pour le suivi d'autres conférences mais on ne devrait pas voir dans la création de ces organes un précédent qu'il faudrait suivre en toutes circonstances. Le CAC est invité à porter à l'attention du Conseil les questions de coordination qui se posent à l'échelle du système et à faire des recommandations à ce sujet. Il serait extrêmement souhaitable d'assurer une plus large diffusion au rapport du CAC et de mieux informer les Etats Membres des travaux de cet organe. Les organes intergouvernementaux compétents devraient être tenus dûment informés de la création de toute équipe spéciale interinstitutions aux fins du suivi des conférences et des renseignements sur leurs travaux devraient leur être soumis périodiquement.

19. Au niveau des pays, c'est au gouvernement national qu'il incombe au premier chef de coordonner, en fonction des stratégies et priorités nationales, les activités de suivi des conférences. Les activités de suivi correspondant aux mandats des organismes des Nations Unies dans le domaine des activités opérationnelles pour le développement devraient tenir compte, par le biais du système des coordonnateurs résidents, des thèmes et objectifs communs et s'inscrire dans le cadre des plans et stratégies des pays ainsi que de la note de stratégie nationale lorsqu'elle existe ou qu'elle est en préparation. Conformément à la résolution 47/199 de l'Assemblée générale, les coordonnateurs résidents pourraient, en accord avec les gouvernements et compte tenu des priorités nationales, constituer des groupes thématiques composés des organismes concernés en désignant, pour diriger leurs travaux, un organisme chef de file ou un responsable agissant sous sa direction. Ces groupes serviraient de mécanismes de coordination et seraient chargés de définir des approches intégrées pour parvenir à atteindre les objectifs communs, y compris, au besoin, de mettre sur pied un système de données commun au niveau national pour qu'il soit plus facile de faire le point des progrès accomplis et d'en rendre compte.

III. ETABLISSEMENT DES RAPPORTS

20. Pour l'établissement par le Secrétariat des rapports soumis à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires, on pourrait avoir davantage recours à la pratique qui consiste à désigner des responsables pour des tâches données; ainsi, un organisme des Nations Unies particulier pourrait être chargé de coordonner l'action de tout le système sur un sujet donné et, notamment, de formuler des recommandations concernant la suite des activités. Les rapports devraient tous être concis et soumis en temps voulu; ils devraient indiquer clairement les questions qui se posent et exposer les solutions possibles et leurs incidences, de façon à permettre au Conseil et à ses organes subsidiaires de se prononcer. Le Secrétaire général est prié de soumettre des propositions pour examen par le Conseil, en 1996, et par l'Assemblée générale, à sa cinquante et unième session, en vue de la simplification des règles relatives à l'établissement des rapports, compte tenu des rapports qui devront être établis pour le suivi des conférences des Nations Unies.

21. Il faudrait étudier d'autres méthodes pour promouvoir un système intégré d'établissement de rapports par le Secrétariat. Les demandes de rapports devraient être limitées au strict nécessaire. Le Secrétaire général devrait utiliser autant que possible les informations et données déjà communiquées par les gouvernements, en évitant de demander deux fois les mêmes informations.

22. Le Conseil souligne que les informations nationales soumises spontanément, y compris, par exemple, dans des communications périodiques ou des rapports nationaux sont extrêmement utiles pour le suivi et l'examen de l'application des recommandations des conférences. Le Secrétaire général est prié d'établir un modèle de plan simplifié que les gouvernements pourraient utiliser pour communiquer des informations sur un sujet particulier ou un ensemble de sujets.

IV. COOPERATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES,
LES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS ET
L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

23. Le Conseil insiste sur la nécessité de renforcer encore l'interaction et la coopération entre l'Organisation des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce, et ce, à tous les niveaux, notamment pour assurer un suivi efficace des grandes conférences internationales. Il note que la question de la coopération entre

l'Organisation des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods sera également examinée dans le cadre du débat sur un agenda pour le développement.

V. COORDINATION AU SEIN DU SECRETARIAT

24. Si l'on veut parvenir à coordonner le suivi des conférences internationales, il faut aussi prendre des mesures appropriées pour éviter et/ou éliminer les doubles emplois au sein du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux mandats définis dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

VI. MOBILISATION DE RESSOURCES

25. Pour pouvoir assurer efficacement le suivi des conférences, il importe de mobiliser d'urgence des ressources aux fins de sa mise en oeuvre. La volonté politique de mobiliser et de mettre à disposition les ressources nécessaires, tant publiques que privées, tant financières qu'humaines, aux niveaux national et international, est donc indispensable si les Etats Membres, le système des Nations Unies et la communauté internationale tout entière doivent mettre sur pied un système complet et efficace pour donner suite aux ordres du jour des conférences. A cet effet, il importe de renforcer l'efficacité de l'aide publique au développement (APD) et de l'augmenter pour la porter le plus rapidement possible à 0,7 % du produit national brut, ce qui est l'objectif qui a été accepté par les Membres de l'Organisation des Nations Unies et réaffirmé au chapitre 33.13 du programme Action 21 et à l'occasion d'autres conférences internationales pertinentes comme la Conférence internationale sur la population et le développement et le Sommet mondial pour le développement social. Il serait bon également de mobiliser des ressources nouvelles et supplémentaires substantielles auprès de toutes les sources, tant internes qu'internationales, tant publiques que privées et tant classiques que nouvelles, conformément aux dispositions pertinentes des programmes d'action.
